



reCHERches

Culture et histoire dans l'espace roman

29 | 2022

La naissance de la Grande Roumanie – I –

La question de la Dobroudja dans l'entre-deux-guerres

Le différend bulgaro-roumain

The Dobrudja Question in the Inter-War Period. The Bulgarian-Romanian Dispute

Blagovest Njagulov



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/cher/14519>

DOI : 10.4000/cher.14519

ISSN : 2803-5992

Éditeur

Presses universitaires de Strasbourg

Édition imprimée

Date de publication : 9 décembre 2022

Pagination : 167-180

ISBN : 979-10-344-0118-5

ISSN : 1968-035X

Référence électronique

Blagovest Njagulov, « La question de la Dobroudja dans l'entre-deux-guerres », *reCHERches* [En ligne], 29 | 2022, mis en ligne le 30 novembre 2022, consulté le 05 juin 2023. URL : <http://journals.openedition.org/cher/14519> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cher.14519>



Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Partage dans les Mêmes Conditions 4.0 International - CC BY-NC-SA 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/4.0/>

La question de la Dobroudja dans l'entre-deux-guerres Le différend bulgaro-roumain

BLAGOVEST NJAGULOV*

« **L'**annexion de la Dobroudja par la Roumanie a créé une Alsace-Lorraine bulgare qui sera toujours un obstacle aux relations normales entre la Roumanie et la Bulgarie. » Ces mots d'un auteur bulgare dans sa thèse publiée à Liège (Poppov 1935) suggèrent que le différend bulgaro-roumain sur la Dobroudja ne fut pas unique sur un plan européen ou global. Les spécificités de ce cas sont mises en lumière dans cette contribution.

Exposer un différend territorial entre deux États voisins constitue certainement un défi pour un historien qui a lui-même pris part au débat historiographique concernant ce problème. En acceptant ce défi, je m'appuie sur la pensée de Marc Bloch que la première obligation de l'historien est d'être honnête. L'objectif de cette contribution est de présenter brièvement les principaux aspects de la question de la Dobroudja dans les relations entre la Bulgarie et la Roumanie pendant la période entre les deux guerres mondiales en se focalisant sur le règlement de cette question lors de la conférence de la paix de Paris après la Grande Guerre (1919), sur les désaccords survenus et sur les négociations pour les résoudre dans l'entre-deux-guerres, et sur la fin du différend territorial imposé par le traité de Craiova (1940). En outre et pour terminer, j'aborde les aspects historiographiques liés au problème litigieux dans les relations bilatérales.

La question de la Dobroudja, une région située entre le Danube et la mer Noire, apparut au lendemain de la guerre russo-turque de 1877-1878 quand l'État bulgare fut rétabli, alors que l'État roumain acquit son indépendance. À cause de l'intervention des grandes puissances et de l'escalade de l'ethno-nationalisme le différend sur l'appartenance de cette région commença à occuper une place centrale dans les relations bulgaro-roumaines, et ce jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. Les confrontations au cours de la seconde guerre balkanique et de la Première Guerre mondiale exercèrent une influence particulièrement néfaste sur les relations entre les deux pays voisins.

* Professeur à l'Institut d'études historiques de l'Académie des Sciences de Bulgarie.

Le premier remaniement territorial subi par la Dobroudja à l'époque moderne s'effectua en 1878 quand le traité de Berlin attribua à la Roumanie la Dobroudja du Nord en échange de la Bessarabie du Sud qui fut annexée par la Russie, tandis que la partie sud de la région fut incorporée dans les frontières de la nouvelle principauté bulgare. Le traité de Bucarest de 1913 priva la Bulgarie de la Dobroudja du Sud, en l'accordant à la Roumanie. À cette époque la population roumaine ne comptait pour à peine 2,3 % de la population totale de cette région, alors que les Bulgares représentaient 47,6 % et les Turcs 37,8 % selon les données du recensement en Bulgarie de 1910 (Кузманова *et al.* 2007 : 301-302). Après l'invasion de l'armée roumaine en Bulgarie pendant la seconde guerre balkanique, la Première Guerre mondiale mit pour une seconde fois la Bulgarie et la Roumanie en opposition. Cette fois-ci la Bulgarie chercha la revanche et l'affrontement militaire fut réel à la différence des événements de 1913. En 1916-1918, la Dobroudja se transforma en un champ de bataille, un site de violence contre la population civile et un enjeu dans les relations entre les puissances belligérantes. Aux termes du traité de Neuilly, conclu en 1919 entre les États de l'Entente et la Bulgarie, la frontière bulgare-roumaine dut rester telle qu'elle était avant la guerre, c'est-à-dire que toute la Dobroudja se retrouva de nouveau sur le territoire de la Roumanie.

La question de la Dobroudja concerne exclusivement la partie sud de la région, et elle se présente sous deux aspects principaux. Le premier comprend les prétendus « problèmes en suspens » au centre desquels se trouve la situation de la population bulgare en Dobroudja du Sud. Le second concerne la possession territoriale de cette région, et notamment son appartenance à la Roumanie ou sa restitution à la Bulgarie.

La question de la Dobroudja à la conférence de la paix de Paris

Tout comme dans d'autres cas de questions territoriales litigieuses, le règlement de la question de la Dobroudja après la Grande Guerre découla des considérations politiques et stratégiques des grandes puissances de l'Entente et surtout de la France. La Roumanie occupait une place prépondérante dans la politique française. En tant qu'une barrière contre les influences communistes de la Russie et de la Hongrie, la position de l'État roumain dans les relations internationales devint encore plus favorable. Les revendications roumaines à l'égard de la Dobroudja du Sud furent motivées dans le mémorandum présenté à la conférence de la paix à Paris par l'assertion que la frontière terrestre avec la Bulgarie avait été fixée par le traité de paix de Bucarest (1913) et constituait la frontière du « vieux royaume » avant la Grande Guerre.

Il est bien connu que la paix imposée aux États vaincus lors de la Première Guerre mondiale fut une paix punitive. En tant que pays vaincu, entouré de trois voisins hostiles (la Roumanie, le nouveau Royaume des Serbes, Croates et Slovènes – RSCS, plus tard Yougoslavie – et la Grèce), la situation de la Bulgarie fut exactement opposée à celle de la Roumanie. L'État bulgare se vit refuser le

droit de participer aux pourparlers de paix à Paris. Si la Roumanie mit en avant le principe de l'annexion de la Dobroudja du Sud, la position bulgare reposait sur le principe des nationalités. Dans son mémoire à la conférence de la paix, le gouvernement bulgare proposa que la population de toutes les régions pour lesquelles avaient surgi des différends entre les pays balkaniques soit appelée à exprimer sa volonté par le biais de plébiscites sous le contrôle de la future organisation mondiale – la Société des Nations (SDN).

La commission d'experts pour les questions territoriales de la Roumanie et du RSCS affirma qu'un changement de frontière en Dobroudja était possible uniquement si la Roumanie le souhaitait. Seulement, dans ce cas, la commission recommandait que la nouvelle ligne frontière passât de manière à préserver la sécurité du port de Constanța, à assurer la défense des frontières roumaines et bulgares et à restituer à la Bulgarie les territoires orientés vers le sud et dans lesquelles la population roumaine était insignifiante en comparaison avec la population bulgare (il s'agissait d'environ les deux tiers de la Dobroudja du Sud).

Lors de la conférence de la paix les représentants des grandes puissances de l'Entente exprimèrent des positions différentes sur la question de la Dobroudja. Les Américains furent en faveur d'une nouvelle frontière ethnique, donc de concessions roumaines à la Bulgarie. Les Italiens tentèrent d'intervenir en qualité de médiateur dans la conclusion d'un accord bulgaro-roumain sous leur patronage. La position des Britanniques sur la question controversée fut plutôt passive. En tant que défenseurs les plus fermes des intérêts roumains, les Français furent opposés aux concessions territoriales de la Roumanie en Dobroudja du Sud. Cependant, au cours des pourparlers à Paris, en raison de considérations tactiques, ils étaient parfois enclins d'utiliser la région comme une compensation territoriale, selon les termes de Gheorghe Brătianu. Par exemple, on envisagea l'idée d'une cession de la Dobroudja du Sud à la Bulgarie en échange de la reconnaissance de l'annexion de la Bessarabie par la Roumanie. D'autres suggéraient une triple substitution: la Roumanie ferait des concessions à la Bulgarie en Dobroudja, si la Bulgarie cédait à son tour des territoires de Macédoine à la Serbie et, si la Serbie, de son côté, renonçait à l'ensemble de la région de Banat en faveur de la Roumanie.

Après quelques ajournements des discussions et des jeux politiques dans les coulisses, le Conseil des grandes puissances victorieuses décida de ne pas modifier la frontière établie en Dobroudja avant la Grande Guerre. Le traité de paix imposé à la Bulgarie et signé à Neuilly, le 27 novembre 1919, stipula que la frontière entre la Bulgarie et la Roumanie devait rester telle qu'elle était au 1^{er} janvier 1914.

La Bulgarie et la Roumanie eurent une attitude diamétralement opposée à l'égard de leurs obligations internationales concernant les minorités sous la garantie du Conseil de la SDN. La délégation bulgare à Paris accepta de bonne grâce les dispositions sur la protection des minorités en Bulgarie contenues dans le traité de paix et l'opinion publique dans le pays partagea cette position de la diplomatie bulgare. On estime que le système de la SDN concernant les

minorités fut favorable à la Bulgarie, dans la mesure où il permettait d'exposer les problèmes des minorités bulgares à l'étranger et d'entreprendre une activité allant dans le sens de leurs intérêts.

En revanche, l'attitude de la délégation de la Roumanie à la conférence de la paix au sujet des obligations envers les minorités était nettement négative. Elle se déclara contre la signature d'un traité spécial les concernant en avançant les arguments suivants : la législation de la Roumanie garantissait l'égalité complète de tous ressortissants roumains sans distinction de race, de langue et de religion ; en sa qualité d'État indépendant et souverain, la Roumanie ne pouvait admettre que d'autres gouvernements intervinssent dans le règlement de ses problèmes nationaux ; cependant, la Roumanie se montra prête à se plier aux dispositions relatives aux minorités à condition que tous les États membres de la SDN fissent de même. En outre, la délégation roumaine refusa catégoriquement de s'engager dans la protection de la minorité bulgare (une idée de la délégation britannique), en prétendant qu'à la différence de la Grèce et de la Serbie, la Roumanie n'avait pas obtenu de territoires de la Bulgarie après la guerre mondiale. La tentative des représentants américains d'ajouter au traité sur les minorités un article relatif à la protection des droits des Bulgares en Dobroudja du Sud échoua aussi, faute d'approbation des représentants des autres alliés. Ce n'est qu'après les ultimatums de la part du Conseil suprême de la conférence que la Roumanie finit par signer le traité, le 9 décembre 1919 (Spector 1962 ; Кузманова 1989 : 29-45 ; Njagulov 2004 : 77-79).

Négociations difficiles à propos des « problèmes en suspens »

Les « racines du mal » (une expression répandue dans les discours publics de l'entre-deux-guerres) dans la Dobroudja du Sud furent cherchées et interprétées de manières opposées en Bulgarie et en Roumanie. Les Bulgares considéraient les effets de l'administration roumaine ou du « régime » roumain en Dobroudja du Sud comme « dénationalisateurs » et « discriminants » à l'égard de la population locale et surtout des Bulgares. Selon eux, la loi spéciale sur l'organisation de la « Nouvelle Dobroudja » permettait, par une interprétation arbitraire de la catégorie des terres arables dites *miriè* (propriété suprême du sultan dans l'Empire ottoman), d'enlever un tiers des biens fonciers à la population locale afin de créer un fonds de terres pour la colonisation ; celle-ci fut d'ailleurs mal organisée et mal menée, également au détriment de la population locale, et les colons aroumains étaient utilisés comme une force non-officielle contre les locaux. L'état d'urgence à la frontière, les abus, les répressions et les manifestations de violence illégitime y compris les pogroms perpétrés par la gendarmerie sur des dizaines de victimes civiles – comme ce fut le cas dans les villages de Staro Selo en 1926, de Bélitza en 1939, et d'autres – étaient dénoncés, tout comme la roumanisation des églises bulgares et de la plus grande partie des écoles bulgares, etc.

Par ailleurs, les Bulgares de Dobroudja possédaient dans l'entre-deux-guerres leurs propres institutions culturelles, quelques écoles privées et la possibilité de défendre leurs droits communautaires par des moyens politiques. La période roumaine de l'histoire de la région ne s'avéra pas suffisamment longue pour assurer un succès durable à l'intégration voulue par la Roumanie et à des changements décisifs dans l'identité ethno-nationale de la population bulgare (Кузманова *et al.* 2007 : 287-340).

En revanche, en Roumanie quand on parle de problèmes dans le Quadrilatère (comme on appelle la Dobroudja du Sud) l'accent est mis sur l'« irrédentisme » bulgare, notamment sur la politique révisionniste des gouvernements bulgares, sur les « organisations irrédentistes » des réfugiés, les « bandes des comitadjis bulgares » et « les communistes bulgares », tous hostiles à la Roumanie (Căţănuş 2001 ; Negoită 2008 : 317-406).

Les positions de la Roumanie « victorieuse » et de la Bulgarie « vaincue » dans les relations internationales furent toujours diamétralement opposées. Si les gouvernements roumains poursuivaient une politique favorable au maintien du *statu quo* territorial et des autres acquisitions obtenues à l'issue de la guerre, en s'opposant fermement à toute tentative de révision des traités de paix, la politique des gouvernements bulgares se fondait sur la révision pacifique ou l'allègement de certaines dispositions punitives du traité de Neuilly, aux termes de l'article 19 du pacte de la SDN. Dans les relations bulgaro-roumaines au cours des années 1920 et au début des années 1930 la Roumanie était en position de force.

Les litiges entre la Bulgarie et la Roumanie, engendrés par « les problèmes en suspens » et les tentatives d'y trouver une solution, épuisaient presque le contenu des rapports politiques bilatéraux. La diplomatie bulgare prenait l'initiative en faisant des démarches pour améliorer la situation des Bulgares en Dobroudja du Sud et pour maintenir la présence bulgare dans cette province jusqu'au moment propice pour sa restitution à la Bulgarie. Les revendications roumaines étaient liées à la sécurité de la frontière compte tenu des incursions des *comitadjis* (détachements armés opérant contre le gouvernement roumain en Dobroudja), à la situation de la population d'origine valaque et aroumaine en Bulgarie et aux réclamations des ressortissants roumains adressées à l'État bulgare. Dès les années 1920, la partie roumaine formula l'idée d'une réciprocité à l'égard des minorités ou de leur échange (Кузманова 1989 : 62-132 ; Njagulov 1990).

Selon les termes du traité de Neuilly, la mise sous séquestre des biens des ressortissants bulgares en Roumanie était un gage pour les réclamations des ressortissants roumains contre la Bulgarie ou les autres États vaincus. En réalité, le séquestre représentait également un moyen important de procéder à l'« épuration » de la Dobroudja du Sud de ses « éléments indésirables » selon les propres termes du ministre roumain des Affaires étrangères Take Ionescu

en 1920¹. Les négociations pour la levée du séquestre traînèrent jusqu'à la fin des années 1920 quand la question fut soumise à la révision des clauses des réparations dans les traités de l'après-guerre. L'accord définitif ne fut conclu que par la médiation des grandes puissances à la deuxième conférence de La Haye, convoquée en 1930 pour régler les dettes financières. Par sa signature, la Roumanie s'engagea à libérer les biens bulgares sous séquestre contre le versement par la Bulgarie d'un montant de 110 millions de lei, en sus des réparations. Après de nombreux ajournements le séquestre des biens urbains fut levé, alors que les biens ruraux furent expropriés par l'État roumain en échange d'une indemnité minimale (Njagulov 1990: 12-16).

Les négociations sur les questions litigieuses, dont les problèmes des minorités, commencèrent en 1933, s'inscrivant ainsi dans le contexte international dérivant de l'arrivée au pouvoir de Hitler en Allemagne, fait qui favorisait l'appel à la révision du système de Versailles. Ce climat se reflétait également dans les Balkans, où les préparatifs d'un bloc antirévissionniste balkanique étaient en cours. La Roumanie désireuse d'attirer la Bulgarie dans ce bloc, à condition de voir celle-ci rejeter le principe du révisionnisme, avança, en guise de compensation, la proposition du ministre Nicolae Titulescu, d'octobre 1933, qui consistait à résoudre les questions litigieuses bulgaro-roumaines².

Le principe de la réciprocité à l'égard des minorités apparut comme l'un des points d'achoppement principaux au cours de ces négociations³. Après avoir examiné les revendications de Sofia concernant surtout les Bulgares de la Dobroudja du Sud, la diplomatie roumaine exigea un comportement symétrique à l'égard des Roumains en Bulgarie du Nord-Ouest. La diplomatie bulgare accepta de négocier le principe de la réciprocité sans être d'accord avec son application, du fait que la proposition roumaine ne prenait pas en compte les autres communautés d'origine bulgare en Roumanie (en Bessarabie, au Banat et ailleurs). Vasile Stoica, ministre plénipotentiaire de Roumanie à Sofia, prétendit que cette population formait « des îlots d'étrangers, voués à disparaître ». Les Bulgares proposèrent que les demandes d'introduction de la langue minoritaire dans les écoles publiques pussent émaner des parents des enfants, tandis que les Roumains voulaient que les gouvernements désignassent préalablement les localités concernées par l'enseignement de la langue. La proposition bulgare d'attribuer l'enquête sur les questions des minorités à une commission mixte, présidée par un membre neutre, désigné par le Conseil de la SDN, fut rejetée du représentant roumain, qui déclara que le gouvernement roumain « n'admettrait

1 Централен държавен архив (ЦДА), София, ф. 327, оп. 1, а. е. 576, л. 144. La partie prédominante des biens immobiliers sous séquestre étaient des biens ruraux se situant dans la Dobroudja du Sud: 98 % d'un total de 2089 propriétés, appartenant à 1006 ressortissants bulgares, pour une valeur totale de 749,853 millions de leva, selon les données de 1929.

2 ЦДА, ф. 176к, оп. 6, а. е. 2330, л. 25-36.

3 Pour les minorités « réciproques » dans les deux pays voir: Младенов, Жечев et Нягулов 1994; Njagulov 2007 et 2010; Brezeanu et Zbucnea 1997.

jamais que sa politique intérieure soit contrôlée par un étranger, fût-il membre d'une commission ».

Pendant que le gouvernement bulgare insistait sur la conclusion d'une convention concernant les minorités, le gouvernement roumain proposa de s'en tenir aux déclarations réciproques, car les deux parties se trouvaient déjà engagées par rapport à la SDN sur le régime des minorités. L'auteur d'une note du ministère des Affaires étrangères à Bucarest estimait que la conclusion d'une convention relative aux minorités avec la Bulgarie n'était pas souhaitable, car elle risquait de créer un « précédent exclusivement dangereux », en ce qui concernait les rapports de la Roumanie avec la Hongrie, compte tenu de l'importante minorité hongroise au sein de l'État roumain⁴.

Après l'*Anschluss* de l'Autriche par l'Allemagne et l'« accord de Salonique » conclu entre la Bulgarie et l'Entente balkanique en 1938⁵, la diplomatie bulgare ne voyait plus l'intérêt à poursuivre les négociations avec la Roumanie sur les problèmes des minorités. Les négociations bilatérales aboutirent à un échec attendu (Кузманова 1989 : 147-189 ; Njagulov 2004 : 71-77).

Le traité de Craiova et la fin du différend territorial

Au début de la Seconde Guerre mondiale la Bulgarie et la Roumanie se déclarèrent neutres. Dans le cadre des efforts visant à créer un bloc neutre d'États balkaniques, la Grande-Bretagne, la Turquie et la Yougoslavie s'efforcèrent d'attirer la Bulgarie dans ce bloc, et ce en échange de certaines promesses de résolution partielle du problème de la Dobroudja. À cette fin, la Roumanie subit une pression de la part de la Turquie et de la Yougoslavie, qui cherchèrent à lui faire comprendre qu'elle devrait faire preuve de plus de compréhension vis-à-vis de la Bulgarie. Effectivement, au début de 1940 le ton changea à Bucarest, où on se prononça en faveur de « concessions futures à la Bulgarie ». Pendant l'été et l'automne de 1940, la situation internationale de la Roumanie se dégrada. Le royaume perdit une partie de ses territoires, où les roumanophones étaient majoritaires (la Bessarabie, occupée par l'Union soviétique, et la Transylvanie du Nord annexée par la Hongrie), tout en étant obligé de se réorienter progressivement vers l'Axe Rome-Berlin.

En avril 1939, une directive sur la politique étrangère de l'État bulgare fit de la restitution de la Dobroudja du Sud sa première revendication, mais, en conformité avec son désir fermement réaffirmé de rester en dehors de la guerre, la restitution de la région devait se produire de manière pacifique dans la

4 Arhivele Ministerului Afacerilor Externe (AMAE), București, fond Bulgaria, vol. 82, f. 146, Referat, 31.I.1939.

5 L'*Anschluss* renforça les espoirs des États révisionnistes, tandis que l'« accord de Salonique » supprima les clauses militaires du traité de Neuilly, restrictives à l'égard de la Bulgarie, et abolit la zone démilitarisée en Thrace en limitant de la sorte les possibilités d'un débouché territorial de la Bulgarie sur la mer Égée.

« conjoncture la plus favorable ». À cet égard la Bulgarie comptait principalement sur l'Allemagne et l'Italie, mais faisait aussi des efforts pour continuer à bénéficier de la bienveillance de l'Union soviétique, du Royaume-Uni et des États-Unis. En outre, la diplomatie bulgare laissait supposer à l'Allemagne et à l'Italie que la restitution de la Dobroudja du Sud pourrait se faire avec le soutien du bloc anglo-français et, davantage encore, de l'Union soviétique. En effet, les aspirations bulgares étaient considérées comme légitimes par toutes les grandes puissances. À la fin du mois de juillet 1940, une réunion germano-bulgare eut lieu à Salzbourg, où la partie bulgare fut informée de l'accord de la Roumanie au sujet de l'ouverture de négociations et en même temps assurée du soutien de l'Allemagne.

Les négociations bulgaro-roumaines commencèrent le 19 août 1940 à Craiova. Elles révélèrent de profonds désaccords entre les deux pays. Les points litigieux concernaient : le statut de Balčik et Silistra, villes revendiquées par la partie roumaine ; le temps laissé aux Roumains pour évacuer la région – court pour les Bulgares ou plus long pour les Roumains ; le caractère obligatoire ou facultatif, et le volume de l'échange de populations – un principe proposé par la partie roumaine ; les questions financières et le montant de l'indemnité que la Bulgarie devrait payer à la Roumanie pour les biens immobiliers roumains en Dobroudja du Sud.

Peu de temps après la signature, le 30 août, du Deuxième arbitrage de Vienne, qui transférait la Transylvanie du Nord à la Hongrie, les négociations bulgaro-roumaines furent interrompues et pour les faire reprendre la Bulgarie effectua des démarches auprès des diplomates allemands et italiens. Comme conséquence de la pression exercée par Berlin et Rome et en raison de la crise de la dictature royale à Bucarest – où, le 5 septembre, le roi Carol II confia au général Ion Antonescu le soin de former un nouveau gouvernement, avant de signer le lendemain son acte d'abdication - le traité bulgaro-roumain fut signé à Craiova le 7 septembre 1940 (Кузманова 1989 : 189-206 et 223-276 ; Preda et Mătăsaru 2004 : 65-107).

Le traité de Craiova restitua la Dobroudja du Sud à la Bulgarie tout en établissant une frontière « définitive et perpétuelle » entre les deux pays voisins⁶. L'échange obligatoire des populations concernait les environ 66 000 ressortissants roumains d'origine ethnique bulgare des départements de Tulcea et de Constanța, ainsi que les 108 000 ressortissants roumains d'origine ethnique roumaine des départements de Durostor (Silistra) et de Caliacra (Dobrič) – qui étaient majoritairement des colons de l'entre-deux guerres. L'émigration facultative des autres ressortissants roumains d'origine ethnique bulgare et des ressortissants bulgares d'origine ethnique roumaine dans leur pays d'affinité ethnique fut beaucoup plus limitée que l'échange obligatoire : elle concernait 213 Bulgares d'autres parties de la Roumanie qui émigrèrent au cours du délai

6 Pour le texte du traité voir : Държавен вестник, София, № 206, 12/09/1940, Притурка; Кишкилова П. 2003 : 95-110.

prévu d'un an, et environ deux cents personnes des deux côtés qui émigrèrent en 1943 (Панайотов 1989; Coman et Grigore 2010).

L'échange obligatoire des populations établit une frontière ethnique entre les Bulgares et les Roumains en Dobroudja, qui correspondait à la frontière terrestre entre les deux pays. Cet état de choses eut un effet positif sur les relations bilatérales, du fait que l'éventualité de l'apparition de prétentions territoriales futures, fondées sur des arguments ethniques, était éliminée. Après la conclusion du traité et la réalisation de l'échange de populations, le litige bulgaro-roumain sur l'appartenance de la Dobroudja se manifesta davantage dans le champ de la propagande et de l'historiographie, que dans celui de la politique réelle. Toutefois, l'émigration obligatoire causa un traumatisme physique et moral pour les populations concernées, et voua à la misère économique les émigrés déracinés de leurs propres foyers. L'assimilation des minorités ethniques dans les deux États s'accrut après le transfert de populations.

La mise en œuvre du traité de Craiova fut la principale facette des relations bulgaro-roumaines pendant la Seconde Guerre mondiale. La commission mixte bulgaro-roumaine se réunit à Giurgiu. Après de longues et pénibles négociations et à la suite d'un recours à un tribunal arbitral, de nouveaux accords intergouvernementaux furent conclus en 1943 sur l'échange de populations, sur les questions de propriété, les problèmes financiers et juridiques. Cependant, le traité ne fut complètement appliqué qu'après la guerre. Le 16 juillet 1947, un protocole fut signé entre les gouvernements bulgare et roumain concernant la liquidation de toutes les questions en suspens. La dette de la Bulgarie envers la Roumanie fut également liquidée. Un accord intergouvernemental conclu par l'échange de notes en 1952 stipula que les propriétés urbaines bulgares de la Dobroudja du Nord devinrent une propriété de l'État roumain et *vice versa* sans qu'aucun des deux pays eût à payer un solde (Панайотов 1990; Кузманова *et al.* 2007 : 557-564).

Au prix de difficiles pourparlers, de compromis mutuels et des souffrances des populations concernées par l'échange forcé, le traité signé à Craiova résolut dans le contexte de l'époque la question de la Dobroudja. Ce règlement fut confirmé par le traité de paix signé à Paris en 1947 entre les représentants de la Bulgarie et de la coalition antihitlérienne. Ce qui persista, ce fut la différence des interprétations, la mémoire collective et l'instrumentalisation politique de l'histoire de la Dobroudja en Bulgarie et en Roumanie.

Aspects de l'historiographie

Le changement du statut de la Dobroudja du Sud aux termes du traité de Craiova reçut des interprétations diamétralement opposées en Bulgarie et en Roumanie. Dans le discours public bulgare il s'agit d'un triomphe de la diplomatie bulgare, de la « libération » des Bulgares ethniques de la Dobroudja et de l'« unification » territoriale de la Bulgarie pendant les années de la Seconde

Guerre mondiale. Cet événement est défini dans l'historiographie comme la réparation d'une « injustice historique », susceptible de mettre définitivement fin aux litiges entre Sofia et Bucarest. En outre, les historiens bulgares mettent l'accent sur le caractère pacifique du remaniement territorial, résultant des négociations entre deux États souverains, et sur la reconnaissance de cet acte par toutes les grandes puissances et les autres pays balkaniques.

Au contraire, de l'autre côté du Danube, les pertes territoriales de 1940 sont généralement qualifiées de désagrégation tragique ou « Golgotha » de la Roumanie, une mutilation du pays sous la pression des forces de l'Axe. Dans cette perception, la perte de la Dobroudja du Sud se situe souvent au même niveau que la perte de la Bessarabie et celle de la Transylvanie du Nord, bien que, contrairement à la Bessarabie, dans le cas de l'ancien Quadrilatère roumain il n'existe aucun argument ethnique pour demander la révision des décisions de 1940. Dans cet ordre d'idées les historiens roumains insistent sur la pression de l'Allemagne sur la Roumanie, afin de favoriser la Bulgarie, et, depuis 1989, sur la complicité de l'Union soviétique à cet égard.

Cependant, les avis à l'égard de la Dobroudja du Sud et du traité de Craiova semblent partagés en Roumanie. Même à l'époque, le grand historien roumain Nicolae Iorga écrivit dans son journal que l'annexion roumaine de toute la Dobroudja du Sud en 1913 avait été « une erreur » du président du Conseil des ministres Titu Maiorescu, étant donné que cette province ne faisait pas partie du « périmètre national » de la Roumanie et qu'en dépit des efforts des autorités pour la transformer en une région à part entière du pays, les Roumains s'y sentaient « étrangers »⁷. Plus d'un demi-siècle plus tard un Roumain vivant à l'étranger, Sorin Alexandrescu, constate que la perte de la Dobroudja du Sud en 1940 n'avait créé aucun bouleversement en Roumanie, quoiqu'elle eût été accomplie sous la pression de Hitler, en expliquant ce fait par « le sentiment vague » que ce territoire obtenu peut être sans motif en 1913 n'appartenait pas, en réalité, aux Roumains (Alexandrescu 1998 : 133). En prenant l'exemple de l'annexion de la Dobroudja du Sud en 1913 le professeur d'historiographie Lucian Boia illustre sa thèse « d'infiltration de tendances impériales temporaires et d'une petite idée d'expansionnisme » dans la politique roumaine (Boia 1997 : 213). Dans son livre sur l'histoire de la ville de Balčik pendant la période roumaine, il estime que « la Dobroudja du Sud ne fut pas une expérience très heureuse pour les Roumains », et encore que cette région leur a apporté « plus de problèmes que de motifs de satisfaction ». En effet, l'incorporation de ce territoire au royaume fut la source d'une « tension permanente entre la Roumanie et la Bulgarie » au sujet de son appartenance, qui dura jusqu'en 1940. De surcroît, la colonisation du Quadrilatère, par laquelle l'administration roumaine s'efforça de modifier la structure ethno-démographique de la région en sa faveur; l'émigration indésirable des Turcs locaux hautement estimés par le pouvoir roumain comme un « élément d'équilibre » compte tenu de la forte présence bulgare dans la

7 *Neamul românesc*, 17 septembre 1940.

région; les « organisations bulgares irrédentistes », « les communistes bulgares » et les « bandes des *comitadjis* bulgares », tous hostiles à la Roumanie, ainsi que le mécontentement des colons parmi lesquels les légionnaires roumains recrutèrent leurs membres, constituèrent autant d'effets collatéraux indésirables et problématiques pour les autorités (Boia 2014 : 17-19).

Une étude des visions historiographiques et des perceptions officielles de l'histoire de la région contestée, en Bulgarie et en Roumanie, révèle qu'elles étaient opposées et qu'en pratique elles se neutralisèrent mutuellement. Si au sud du Danube la perte de la province en 1913, et une seconde fois en 1919, s'inscrivit dans l'expérience traumatique de la première et de la seconde « catastrophes nationales » de la Bulgarie, au Nord du fleuve – la perte du même territoire en 1940 fut ressentie comme faisant partie de la « tragédie » de la « fragmentation » de la « Grande Roumanie » dans le contexte de la pression des forces révisionnistes. La lutte des visions et des évaluations trouva son expression la plus synthétique dans les termes opposés avec lesquels sont désignés les événements cruciaux de l'histoire de la région auparavant litigieuse. L'utilisation des termes « occupation », « retour », « unification » ou « libération » découle des deux paradigmes nationaux et le décalage de leur emploi est total⁸.

La confrontation directe ou indirecte des deux points de vue, basés sur ou influencés par le nationalisme ethnique, peut donner l'impression que dans les deux pays on évoque l'histoire non pas du même territoire, mais de territoires différents. Les versions du passé reflètent les perceptions plus ou moins mythifiées de la nation ethnique, en présentant « l'autre », le voisin, en tant que coupable et soi-même en tant que victime. Cette situation a des conséquences au-delà de l'historiographie, car les interprétations nationales déterminées peuvent projeter les controverses et les querelles du passé sur le présent sous la forme de stratégies menaçant la sécurité nationale.

Le passage sous silence de faits et de processus qui ne s'intègrent pas aux deux paradigmes nationaux, l'application de doubles standards et d'autres moyens « conformes » admettent difficilement l'interprétation de l'histoire de la région litigieuse comme zone de contacts entre les Bulgares et les Roumains. L'équilibre rationnel entre le commun et le divergent dans l'histoire des deux nations voisines, entre ce qui les relie ou ce qui les divise dans leur coexistence en Dobroudja, reste inabordable pour une science dirigée ou influencée par l'idéologie et la politique nationale qui ne tarde pas à se transformer en propagande.

Cependant, les interprétations divergentes ne sont pas figées dans le temps. Les conditions politiques fluctuantes expliquent les différences d'intensité des recherches sur l'histoire de la Dobroudja, des rapports différents entre le savoir et la politique, ainsi que les changements du discours historiographique bilatéral

8 Voir Тодоров 1982 et 1992; Попов, Пенчиков et Тодоров 1992; Тодоров *et al.* 1993; Кузманова *et al.* 2007; Njagulov 2002. Cf. Lascu 1995; Нягулов 1997-1999; Rădulescu et Bitoleanu 1998; Negoită 2008; Ungureanu 2009; Coman 2013.

sur le sujet (Njagulov 2016: 215-218 et 233-238). La polémique aiguë entre les historiens dominait la période antérieure à la Seconde Guerre mondiale lorsque les relations bulgaro-roumaines étaient marquées par des confrontations militaires et des controverses territoriales et au sujet des minorités, et quand l'histoire se mua en un argument fondamental de l'accomplissement des intérêts des États-nation. La ligne politique de «l'amitié fraternelle bulgaro-roumaine» instaurée dans les relations bilatérales dans l'esprit de l'internationalisme socialiste après l'établissement des régimes communistes, laissa d'abord en arrière-plan le thème des controverses passées concernant la question de la Dobroudja. Bien que de façon plus retenue pour des raisons politiques, la polémique historiographique revint dans les années 1970 et 1980 du fait de la restauration et de l'établissement des *focus* nationaux par les deux régimes. Durant la période socialiste, l'intérêt en Roumanie pour les recherches «dobroudjiennes» précéda l'intérêt de telles études en Bulgarie. Mais, après 1982, un programme spécial d'extension et de popularisation des recherches consacrées aux relations bulgaro-roumaines et à l'histoire de la Dobroudja (sanctionné par une décision du Parti communiste) fut adopté en Bulgarie, et la production bulgare sur le sujet dépassa alors la production roumaine.

Après le début de la transition démocratique dans les deux pays à la fin de 1989, la problématique de la Dobroudja se développe quelque peu par inertie en Bulgarie alors qu'en Roumanie elle connaît un essor qui se manifeste en particulier au cours des dernières décennies et à l'égard de l'histoire du Quadrilatère. L'élimination du *diktat* politique sur la science historique, l'expansion du pluralisme des interprétations et la reconnaissance commune du *statu quo* territorial établi en 1940 déterminent de meilleures conditions de coopération bilatérale entre les historiens. Y contribuent l'évolution politique parallèle de la Bulgarie et de la Roumanie, et les nouvelles relations d'alliés établies entre les deux pays voisins au cours du processus de leur intégration à l'OTAN et à l'UE. L'espoir demeure qu'une connaissance mutuelle favorisera la compréhension de «l'autre» et le dialogue historiographique.

La question de la Dobroudja attire sporadiquement l'intérêt d'historiens étrangers ou travaillant à l'étranger, qui procèdent à des analyses comparatives et plus équilibrées sur le sujet, en utilisant souvent certains paradigmes propres à de pareils cas. Dans ces publications, l'attention est portée sur le poids relatif différent des parties nord et sud de la Dobroudja dans les idéologies et politiques nationales de la Bulgarie et de la Roumanie; l'incapacité, souvent observée, des hommes politiques à régler leurs différends par des négociations et des compromis en raison des intransigeances nationalistes ou des faiblesses de la gouvernance démocratique; l'absence d'une réconciliation historique entre la Bulgarie et la Roumanie malgré le règlement durable de la question territoriale en 1940; la création d'une communauté épistémique par des intellectuels activement impliqués dans la promotion de la cause nationale de l'une ou l'autre des parties, etc. (Basciani 2001; Kurkina 2016; Iordachi 2017). Assurément, les points de vue latéraux peuvent favoriser le dialogue bulgaro-roumain sur

l'histoire de la Dobroudja, une région qui divise et relie les deux pays voisins et leurs peuples.

Bibliographie

- Кишкилова П., 2003, България и Румъния, 1879-2000, Двустранни договори, София.
- Кузманова А. 1989, От Ньой до Крайова. Въпросът за Южна Добруджа в международните отношения, 1919-1940, София, ДИ «Наука и изкуство».
- Кузманова А., П. Тодоров, Ж. Попов, Б. Нягулов, К. Пенчиков, В. Милачков, 2007, История на Добруджа. Т. 4, 1878-1944, Велико Търново, Фабер.
- Младенов М., Н. Жечев, Б. Нягулов, 1994, Българите в Румъния, XVII-XX век, Документи и материали, София, АИ «Марин Дринов».
- Нягулов, Б., 1997-1999, Добруджанската проблематика (1878-1940 г.) в най-новата румънска историография. Добруджа, № 14-16: 255-276.
- Панайотов, Г. 1989, Размяна на малцинствено население между България и Румъния (1940-1944 г.). Добруджа, №. 6 : 65-79.
- Панайотов Г., 1990, Основни аспекти на приложението на Крайовския договор (1940-1944 г.), in: *50 години от възвръщането на Южна Добруджа*, Сборник с изследвания, Силистра : 127-150.
- Попов Ж., К. Пенчиков, П. Тодоров (съст.) 1992, Извори за историята на Добруджа, 1878-1919, Т. 1. София, Издателство на БАН.
- Тодоров П. 1982, Аграрните отношения в Южна Добруджа, 1878-1944. Велико Търново.
- Тодоров П., 1992, Освободителните борби на Добруджа. Добруджанската революционна организация, 1925-1940. София: УИ “Св. Климент Охридски”.
- Тодоров П., К. Пенчиков, М. Цуцов, С. Изворска, А. Кузманова (съст.) 1993, Извори за историята на Добруджа, 1919-1941, Т. 2, София: Издателство на БАН.
- Alexandrescu S., 1998, *Paradoxul român*, București, Ed. Univers.
- Basciani A., 2001, *Un conflitto balcanico: la contesa fra Bulgaria e Romania in Dobrugia del Sud 1918-1940*, Cosenza, Periferia.
- Boia L., 1997, *Istorie și mit în conștiința românească*, București, Humanitas.
- Boia L., 2014, *Balcic: Micul paradis al României Mari*. București, Humanitas.
- Cătănuș D., 2001, *Cadrilaterul: Ideologie cominternistă și iredentismul bulgar, 1919-1940*. București, Institutul național pentru studiul totalitarismului.
- Coman V. (dir.), 2013, *Dobrogea în arhivele românești, 1597-1989*. Profesorului Stoica Lascu la 60 de ani, București, Editura Etnologică.
- Coman V., Grigore N. 2010, *Schimbul de populație româno-bulgar. Implicațiile asupra românilor evacuați. Documente (1940-1948)*, Constanța, Arhivele Naționale – Serviciul Județean Constanța.

- Iordachi C. 2017, "Diplomacy and the Making of a Geopolitical Question: The Romanian-Bulgarian Conflict over Dobrudja, 1878-1947", in: R. Daskalov, D. Mishkova, Tch. Marinov, A. Vezekov (eds.), *Entangled Histories of the Balkans*, vol. 4, *Concepts, Approaches, and (Self-)Representations*, Leiden/Boston, Brill, p. 291-393.
- Kurkina, A.-T., 2016, "Words and Wits: A Territorial Debate and the Creation of an Epistemic Community in Interwar Dobruja (1913-1940)", *East European Quarterly*, vol. 44, 1-2, p. 53-76.
- Lascu S., 1995, "Din istoria Dobrogei de Sud în cadrul României întregite, 1919-1940", *Revista istorică*, 11-12, București, p. 957-975.
- Negoită C., 2008, *Țara uitată: Cadrilaterul în timpul administrației românești, 1913-1940*, Craiova, Editura Fundației «Scrisul Românesc».
- Njagulov B., 1990, «La question de la Dobrudzha dans le contexte de la politique étrangère de la Bulgarie 1926-1931», *Bulgarian Historical Review*, 1, Sofia, p. 3-20.
- Njagulov B., 2002, «Le débat historiographique dans les rapports bulgaro-roumains (1944-1989)», *Études balkaniques*, 2, Sofia, p. 64-86.
- Njagulov B., 2004, «La protection internationale des minorités au xx^e siècle: le cas bulgaro-roumain», *New Europe College. Regional Program. 2002-2003, 2003-2004*, Bucharest, p. 65-125.
- Njagulov B., 2007, "The Vlachs in Bulgaria and the Bulgarian-Romanian Relations between the two World Wars", in Șt. Șerban, *Transborder Identities: The Romanian Speaking Population in Bulgaria*, Bucharest, Paideia, p. 133-161.
- Njagulov B., 2010, "The Bulgarians in Greater Romania: Minority Identities and Political Instrumentalization", *Bulgarian Historical Review*, 1-2, Sofia, p. 89-101.
- Njagulov B., 2016, «Entre le paradis et l'enfer. L'histoire, Baltchik et Dobroudja mises au point», *Études balkaniques*, 2, Sofia, p. 205-241.
- Poppov J., 1935, *La Dobroudja et les relations bulgaro-roumaines*, Liège, 1935.
- Preda-Mătăsar. A. 2004, *Tratatul între România și Bulgaria, semnat la Craiova la 7 septembrie 1940. Trecut și present*, București, Lumina Lex.
- Rădulescu A., Bitoleanu I., 1998, *Istoria Dobrogei*. Constanța, Editura Ex Ponto.
- Brezeanu, S., Zbucnea Gh., 1997, *Românii de la sud de Dunăre. Documente*, București, Arhivele naționale ale României.
- Spector Sh. D. 1962, *Romania at Paris Peace conference. A Study of diplomacy of Ion C. Bratianu*, New York, Bookman Associated.
- Ungureanu. G. 2009, *Problema Cadrilaterului în contextul relațiilor româno-bulgare (1919-1940)*, Brăila, Muzeul Brăilei, Editura Istros.